

**Syndicat Mixte
Agence Landaise
Pour l'Informatique**

**RAPPORT
D'ACTIVITES

ANNEE 2009**

1- Situation administrative du Syndicat Mixte ALPI :

Le Syndicat Mixte a été créé par arrêté de Mr le Préfet des Landes en date du 31/12/2003. Il comprend au 31/12/2009, 506 collectivités landaises dont :

- 311 Communes
- 25 Communautés de communes dont deux Communautés d'Agglomération
- Des établissements publics locaux et départementaux : CCAS/CIAS/Maisons de retraite/SIVOM/SIVU/SIETOM/SICTOM/ASA
- Le Conseil Général des Landes
- La Chambre de Commerce et d'Industrie
- L'Office HLM, le Centre de Gestion, le Centre Hospitalier de Dax, l'ADACL, le SDIS, le SYDEC et le Conservatoire des Landes

Une Assemblée Générale a eu lieu le 27/04/2009, ainsi que cinq réunions du Comité Syndical au cours desquelles 67 délibérations ont été prises.

Deux réunions avec les secrétaires de Mairie se sont tenues le 12 Novembre pour la première fois en visioconférence. Par ailleurs, en fin d'année une étude de satisfaction sur les services de l'ALPI a été menée auprès des adhérents. Cela va nous conduire à effectuer quelques réorganisations au sein de certains services, afin de répondre au mieux aux demandes formulées par nos adhérents et apparaissant dans les résultats de cette étude.

Le Comité Syndical comprend 22 membres :

Représentants du Conseil Général des Landes : (délibération du Conseil Général des Landes en date du 20 mars 2008)

- Henri EMMANUELLI, conseiller général du canton de Mugron
- Pierre DUFOURCQ, conseiller général du canton de Grenade-sur-l'Adour
- Xavier FORTINON, conseiller général du canton de Mimizan
- Jean-Louis PEDEUBOY, conseiller général du canton de Sabres
- Bernard SUBSOL, conseiller général du canton de Tartas ouest

Représentants des communes :

- Jean-Jacques CARRAU, maire de Tilh
- Yves GUEDO, maire de Sainte-Eulalie-en-Born
- Geneviève FRADIN, maire d'Aubagnan
- Serge GLEYZE, maire de Sarbazan
- Christian JAVEL, maire d'Onesse-et-Laharie
- Roselyne LACOUTURE, maire de Bas-Mauco
- Jacques LAMOTHE, maire de Saint-Paul-en-Born
- Christian NOLIBOIS, maire de Campagne
- Bertrand PUYO, maire de Lit-et-Mixe
- Marie-Pierre SENLECQUE, maire de Le Sen

Représentants des Communautés de communes :

- Stéphane MAUCLAIR, représentant la Communauté d'agglomération du Grand Dax
- François GUILLOT, représentant la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud
- Sabine LACAULE, représentant la Communauté de communes de Montfort-en-Chalosse

Représentants des établissements publics locaux, départementaux ou autres :

- Pierre CERAN, représentant le CCAS de Soustons

- Jean-Claude DEYRES, représentant le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes
- Jean-Marie SAUBANERE, représentant le CIAS du pays tarusate
- François SALLIBARTAN, représentant l'Agence départementale d'aide aux collectivités locales

L'organigramme de l'ALPI est le suivant :

Président : Henri EMMANUELLI, Président du Conseil Général

1^{er} Vice-président : Xavier FORTINON, Conseiller Général de Mimizan

2^{ème} Vice-président : Pierre DUFOURCQ, Maire et Conseiller Général de Grenade sur l'Adour

3^{ème} Vice-président : Jean-Jacques CARRAU, Maire de Tilh

Directeur : Renaud LAGRAVE

Service administratif, juridique et financier :

Budget, administration générale	Marcelle DESSA
Paye, comptabilité	Maryse GOYENETCHE
Marchés publics, délibérations	Pascale SERE
Fonds européens et suivi des AMIS	Elodie PIZET
Secrétariat	Lise MARUNE
Secrétariat	Catherine MIREMONT
Accueil de la Maison des Communes	Pascale DAUGREILH

Service assistance logiciels :

Responsable du service Béatrice TAILLE
 Adjointe au responsable Florence REVELLY
 Nabila EL HOSSINI
 Mélanie COIFFARD
 Jean-François CABANNES
 Cyril DESGROISILLES
 René GUILHEMSANG

Service assistance matériel :

Responsable du service Denis SAINT LEZER
 Adjoint au responsable Jean Sébastien BONNIN
 Guillaume BOUGUE
 Mickael BOUDAUD
 Sylvain ETCHEGARAY
 Olivier DUPLÉ
 Xavier LARREZET

Service formation:

Responsable du service Laurent LABADIE
 Marie CALONGE
 Frédéric ESTIVALS

Service internet :

Responsable du service Denis BREVET

Christelle LARA
Damien GUIRLES

Service extranet départemental :

Responsable du service Didier ROBINO
Karène BASSOMPIERRE

Service Administration électronique :

Responsable du service Guillaume BOULOM

2. Point sur les attributions de l'ALPI :

1. Attributions obligatoires :

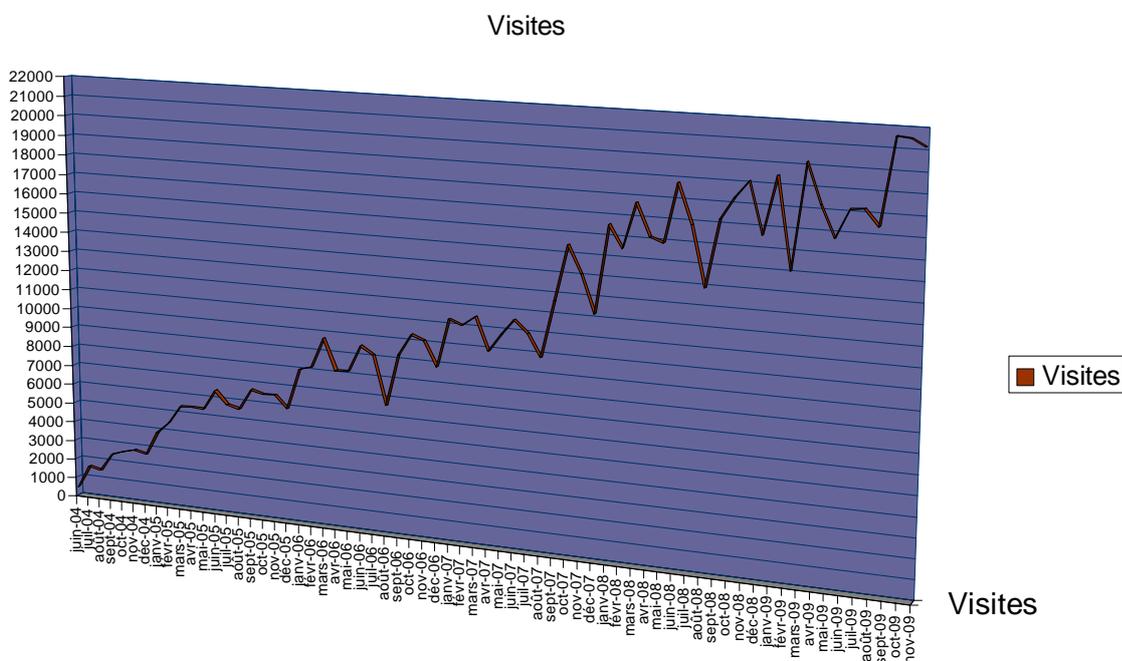
Deux attributions sont obligatoires dans le cadre de l'adhésion à l'ALPI : l'extranet départemental et la formation.

Service Extranet Départemental :

1 – La fréquentation

La progression de la fréquentation ne se dément pas depuis le lancement de l'Extranet. Pour l'année 2009, on enregistre une augmentation de plus de 20000 connexions par rapport à 2008.

LandesPublic compte aujourd'hui plus de 5000 articles, et plus de 1500 comptes de connexion et boîtes mail...



2 – Les partenaires

- Cette année, une nouvelle section a été conçue à l'intention de l'Association des Maires des Landes, accessible via l'adresse <http://www.maires40.fr>. Une formation à l'intégration des contenus a été dispensée et un suivi est assuré.
- L'extranet du Sdis, qui bénéficie également de la technologie LandesPublic, continue d'évoluer, en particulier dans son aspect « Intranet ». Là aussi, nous assurons le suivi de l'évolution et la formation.
- Nous avons démarré la création d'une section pour le compte de l'Office Public de l'Habitat, cet espace se concrétisera normalement dans les prochains mois.
- La réflexion pour la mise en place d'une section pour l'Union départementale des CCAS et CIAS se poursuit, nous étudions actuellement l'arborescence du site.

3 – Nouveautés

- Nous intégrons maintenant le support vidéo dans notre ligne éditoriale lorsque cela nous paraît nécessaire. L'Alpi a investi dans du matériel de tournage professionnel et les agents du service Extranet ont suivi une formation à son utilisation. Dans les prochains mois, un renforcement de l'hébergement va être opéré, et un peu plus tard, un espace dédié aux reportages vidéo de LandesPublic sera disponible.
- Nous étudions le renouvellement de l'ergonomie du site et d'un certain nombre d'outils, comme la messagerie ou les agendas. Pour mener à bien notre réflexion, des réunions cantonales ont été mises sur pied, elles ont débuté au mois de mars et se termineront mi-juin. Ces réunions ont pour objectif d'aller à la rencontre des agents et des élus, afin de recueillir les critiques et suggestions, qui nous permettront de faire évoluer l'outil en tenant compte de l'avis des utilisateurs.

4 – Formation

Une session d'initiation à LandesPublic a été organisée à l'intention des nouveaux adhérents ou des personnes n'ayant pas pu suivre les précédentes éditions. D'autres formations analogues seront programmées. Les intéressé(e)s peuvent d'ores et déjà se manifester.

Service Formation :

Le service formation a continué son travail en direction des collectivités et des partenaires traditionnels comme la Chambre de Métiers et de l'Artisanat ou le Conseil Régional. Il aura proposé cette année :

- 231 sessions de formation soit 440 jours de formation pour environ 2400 stagiaires. A noter que les communes de Pouillon, Mimizan et Sanguinet ont organisé des stages intra-collectivité pour leurs besoins propres.
- 170 sessions soit 275 jours dans le cadre du catalogue mis en ligne dès le début de l'année sur l'extranet départemental, soit près de 1600 stagiaires.
- 53 sessions de formation, soit 105 jours, pour près de 700 stagiaires, pour la Chambre de Métiers des Landes.
- 8 sessions soit 80 jours, pour près de 60 stagiaires, dans le cadre de la convention sur les projets innovants pour les demandeurs d'emploi avec le Conseil Régional d'Aquitaine.

A noter que l'ALPI a mis en place 10 formations cantonales en septembre et octobre sur « Agenda full web - Extranet Départemental ».

De plus l'ALPI va installer une nouvelle application de gestion des stages permettant de :

- supprimer les ressaisies, pour faciliter la gestion et éviter les erreurs éventuelles
- obtenir une visualisation des plannings plus claire

- automatiser la gestion des ressources en fonction des formations
- faciliter l'accès aux adhérents

Des sessions de formations seront proposées aux adhérents afin d'appréhender cette application.

Il est rappelé que les formations sont illimitées et accessibles à l'ensemble des agents, quel que soit leur statut, mais aussi aux élus. A noter que de plus en plus de collectivités importantes en nombre d'agents, utilisent ce service de l'ALPI pour procéder à des mises à jour de connaissances dans le cadre de formations élaborées avec elles.

2. Attributions facultatives :

Service Assistance matériel :

Durant l'année 2009, le service maintenance aura répondu à 2094 appels, le tableau qui suit montre le détail des interventions.

On notera une baisse sensible du nombre d'appels pour le service maintenance, due au renouvellement du parc informatique durant l'année 2009, pour l'ensemble des collectivités.

Répartition détaillée pour Supports Matériels

Thèmes	Nombre	%
ECRAN	64	3.06 %
IMPRIMANTE	225	10.74 %
INTERNET	352	16.81 %
UNITE CENTRALE	543	25.93 %
SERVEUR	115	5.49 %
PERIPHERIQUE	67	3.20 %
INSTALLATION	152	7.26 %
PROBLEMES LOGICIELS	290	13.85 %
RESEAUX	83	3.96 %
AUDIT	6	0.29 %
Renseignements propositions	117	5.59 %
<i>Sans affectation particulière</i>	80	3.82 %
Total	2094	100.00 %

Il faut ajouter à ces interventions celles du Conseil Général des Landes qui restent pour l'année 2009, au même niveau de demandes qu'en 2008, soit environ 500 interventions.

Le déploiement du Pack sécurité suit son cours. A ce jour nous en sommes à 1200 licences installées.

Le serveur de messagerie est en phase finale de tests. La mise en place a été retardée pour des raisons techniques.

Il sera en exploitation au troisième trimestre 2010.

Le nombre de serveurs hébergés dans la salle blanche de la Maison des communes a encore augmenté, avec également, la mise en place de sauvegardes redondantes pour le Sydec.

En 2009, le déploiement de la visioconférence dans les Landes, est pratiquement achevé.

Seules les installations de deux nouveaux AMI restent à terminer : il s'agit de Peyrehorade et de Mugron.

Les travaux concernant notre projet d'archivage électronique ont commencé, à savoir le passage d'une fibre optique entre la Maison des Communes et le Conseil Général, ainsi qu'une sécurisation renforcée pour l'accès à la salle blanche.

Au cours de l'année 2010, le service maintenance de l'ALPI va réfléchir à un projet de sauvegarde centralisée pour l'ensemble de nos adhérents.

Ceci nous permettra une qualité et une vitesse d'intervention encore meilleure.

Pour la rentrée 2010, le service maintenance va mettre en place une tournée préventive pour l'ensemble de ses adhérents, tournée pendant laquelle il sera vérifié plusieurs points concernant le matériel informatique présent dans les structures.

Service Assistance Logiciels :

Thème	Nombre	%
NEMAUSIC	145	2.72 %
AFI	1806	33.90 %
JVS	568	10.66 %
APOLOGIC	391	7.34 %
DOMATEL	7	0.13 %
ABELIUM	569	10.68 %
URBANISME	16	0.30 %
CIRIL	414	7.77 %
COSOLUCE	1377	25.84 %
<i>Sans affectation particulière</i>	35	0.66 %
Total	5328	100.00 %

Nombre d'appels : 5328

Comparatif 2007-2008

Logiciel	Année 2008	Année 2009	Comparatif
Nemausic finances	738 (16,30%)	145 (2,70%)	
AFI paie/GRH/dads U	2049 (45,30%)	1806 (34,00%)	
JVS élection/état civil/factu	649 (14,30%)	568 (10,7%)	
APOLOGIC	223 (5%)	391 (7,30%)	
DOMATEL	15 (0,30 %)	7 (0,10%)	
ABELIUM	523 (11,60%)	569 (10,70%)	
CIRIL	58 (1,30%)	414 (7,80%)	
COSOLUCE comptabilité / élection	194 (4,30 %)	1377 (25,90%)	
APPIA		16 (0,20%)	
sans affectation	75 (1,60%)	51 (0,60%)	
	4524	5328	

Les appels NEMAUSIC ont nettement diminué puisque nous avons fini cette année le transfert vers le logiciel CIRIL.

Concernant AFI, la sensible diminution est due aux différentes formations effectuées cette année.

La baisse des appels de JVS est liée au transfert du logiciel élection de JVS vers le logiciel des élections de COSOLUCE. De plus, il n'y a eu qu'une seule élection cette année.

Le nombre d'appels sur APOLOGIC (les logiciels d'aide à la personne) est accru par 2 nouvelles structures et non des moindres puisqu'il s'agit du CIAS du Grand Dax et du CIAS du Marsan.

Le nombre d'interventions concernant la télégestion diminue par une mise entre parenthèse du logiciel. En 2008, de nombreux problèmes avaient été constatés. Pour les résoudre une de nos structures devait faire différents essais avec la société APOLOGIC afin de valider le logiciel, tandis que les autres CIAS attendaient les résultats de ces tests.

Le logiciel de gestion des familles de l'éditeur ABELIUM a eu une augmentation d'appels liée à 2 causes : plus de licences distribuées et un passage pour quelques structures de la version client/serveur à la version web (internet) hébergée dans la salle blanche de l'ALPI.

La forte progression des appels des 2 éditeurs de comptabilité CIRIL et COSOLUCE est due à la nouveauté des produits.

De surcroît, le logiciel des élections dépend aussi de l'éditeur COSOLUCE.

Liste des logiciels maintenus :

Éditeur	Logiciel
COSOLUCE	Comptabilité moins de 3500 habitants
	Élection
CIRIL	Comptabilité plus de 3500 habitants
AFI	Paie / DADS U
	Gestion des Ressources humaines
JVS	Etat Civil
	Petite facturation
	Facturation de l'eau
	Gestion des cimetières
APOLOGIC	Gestion du planning des agents sociaux
	Facturation des prestations
	Paie mandataire
	Gestion des soins à domicile
	Portage des repas
	Télégestion
ABELIUM	ALSH/Périscolaire
	Crèche
	Restauration scolaire
	Inscription scolaire
	Relais d'assistantes maternelles
APPIA	Facturation
	Gestion des droits des sols

Renouvellement de marchés en 2009 :

- pour le logiciel de paie et de GRH, un avenant au marché de un an a été fait
- les logiciels d'ABELIUM ont été reconduits pour trois ans

22 nouvelles collectivités ont adhéré au service logiciel en fin d'année, à l'occasion de la cessation d'activité d'un éditeur de logiciel.

Service Assistance Internet, Webpublic40 :

Mise en place, au début de l'année 2006 par le service Internet, l'activité de Webpublic40, est une solution de création et de gestion de sites web dont le rythme de progression ne faiblit pas.

Adhérents

Aujourd'hui, 83 collectivités sont adhérentes au service, 47 sites sont en ligne, 26 dont la mise en ligne est programmée pour la fin 2010 et 10 en cours.

Nouveaux adhérents cette année :

- La communauté de communes du Seignanx
- Doazit
- Tartas
- Azur
- Coudures
- Ossages
- Hontanx
- Moustey
- Sorde L'Abbaye
- Sort en Chalosse
- Nerbis
- Mugron
- Geloux
- Mazerolles
- Cagnotte
- Benesse Maremne
- Sabres

Serveur et mise à jour

Fin 2009, nous avons installé un 3ème serveur. Cet investissement a été réalisé afin de nous donner les moyens de procéder à une lourde et importante mise à jour de nos applicatifs. Cette migration se poursuit actuellement, elle devrait s'achever fin 2010. Ainsi, c'est l'ensemble de nos adhérents qui bénéficieront de la toute dernière version de notre logiciel qui n'a jamais été aussi puissant et performant.

Nouveautés

Cette année est marquée par l'installation d'un nombre important de nouveaux modules.

Newsletter

Nous avons confié à la Société SMILE la réalisation d'une Newsletter. Ce module nous a été livré à la fin janvier 2010. Nous le déploierons pour les adhérents qui nous en feront la demande. Déjà 4 collectivités se sont déclarées intéressées (Aire, Parentis, Grand Dax, St-Paul).

Le travail lié à l'intégration de la newsletter est relativement important, nous demandons à nos adhérents de bien vouloir faire preuve de patience.

Nouveau Guide des droits et démarches

La Documentation Française a procédé à une mise à jour importante du Guide des droits et démarches. Cette mise à jour nous a contraint à réécrire complètement notre module afin d'intégrer les nouveaux schémas XML. Nous avons commencé à le déployer sur

l'ensemble de nos sites.

Il est à noter que ce travail a pu être réalisé grâce au l'appui d'un agent supplémentaire affecté au service Webpublic à mi-temps. Il travaille actuellement sur l'API Google afin d'améliorer son intégration dans nos sites.

Module Météo

Pour répondre à une demande de plus en plus forte, nous avons également sollicité un prestataire privé, la Sté Météorem, dans le but d'intégrer un module de prévisions météo. Il est opérationnel depuis le mois de mai. Il comprend entre autre une prévision à 3 jours. Ce module est en cours de déploiement.

A noter que les coûts de ce module n'ont pas été répercutés sur la cotisation des adhérents.

PLU et cadastre

En collaboration avec IGECOM 40, le service S.I.G de l'ADACL, nous en mesure, depuis le mois de mai, de proposer aux communes l'intégration dans leur site Internet, de services cartographiques tels que cadastre, PLU ou carte communale.

Pour bénéficier de ce service, la collectivité doit être adhérente à IGECOM (ADACL)

Module de gestion des salles municipales

Nous avons développé et mis en place depuis le début de l'année un module de gestion de salles municipales (multisalles). Il comprend un formulaire de pré-réservation et planning d'occupation. Il est installé aujourd'hui sur une demi-douzaine de sites.

Interface d'administration

Afin de rendre plus simple encore la gestion de nos sites internet, nous avons complètement revu leur interface d'administration. Nos adhérents disposent désormais d'un outil simple et plus convivial pour gérer et administrer leur site Internet.

Barre d'outils et nouveaux menus

Dans le souci d'améliorer l'ergonomie de nos sites, nous avons également mis au point de nouveaux menus plus au « goût du jour » et installé une nouvelle barre d'outils intégrant d'anciennes et nouvelles fonctionnalités.

Nous avons également intégré un nouveau diaporama.

En conclusion

Le service webpublic40 « tourne à plein ». En dehors des demandes d'assistance et de supports courants qui s'amplifient et croissent avec le nombre de sites en ligne, nous devons aussi faire face à de nouvelles sollicitations comme par exemple la mise en place d'extranet pour les élus, de chat en direct etc...

De plus, nous commençons à reprendre certains des premiers sites réalisés pour une refonte complète (graphique et technique). Ainsi, nous sommes en train de refaire les sites de Saint-Paul-lès-Dax, de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax, du Pays Landes de Gascogne et celui de la Prévention des Déchets.

A noter : En raison de la refonte totale du site de la CCIL, l'annuaire des entreprises n'est plus disponible sur nos sites. Nous devons envisager de réécrire ce module dans les mois à venir. De même, la synthèse vocale n'est plus disponible actuellement, le Conseil Général est en train de renouveler le marché.

Service administration électronique :

Créé en 2008, il gère quotidiennement les plateformes de dématérialisation. Il assure l'assistance et la formation auprès des utilisateurs des différentes plateformes. Actuellement, ce service élabore la future plateforme dédiée à l'archivage électronique des données. D'autres projets sont en cours, notamment une gestion des courriers entrants et sortants.

1-Dématérialisation des marchés publics :

En ligne depuis le mois de janvier 2005, pour répondre aux obligations légales, cette plateforme est utilisée par de nombreuses collectivités pour ses services innovants, comme le Conseil Général des Landes, l'OPDHLM, le SYDEC, le SDIS, les Mairies de Mont-de-Marsan, Saint-Paul-lès-Dax, Tarnos, Saint-Pierre-du-Mont, les Communautés d'Agglomération du Marsan et du Grand Dax, l'Hôpital de DAX.

Voici les principaux chiffres à retenir pour l'année 2009 :

Nombre de collectivités adhérentes :	350
Nombre de comptes créés :	964
Nombre de DCE téléchargés :	31 996
Nombre de réponses électroniques :	424
Nombre de questions sécurisées posées	335
Nombre d'entreprises enregistrées	3 634
Nombre d'entreprises enregistrées hors France	36
Nombre de procédures publiées	2 507
Nombre d'avis d'attribution	300
Nombre de DCE en ligne	1 943

Depuis le début de cette année, 74 réponses électroniques ont été déposées sur la plateforme, soit près d'un tiers du total de l'année précédente. On constate depuis ces derniers mois une forte augmentation des mises en ligne de procédures adaptées.

Cette plateforme bénéficiera par la suite d'un connecteur avec celle de l'archivage électronique.

2-Dématérialisation du contrôle de légalité (ACTES) :

Dans le cadre de l'Administration électronique, les services de l'Etat, notamment le Ministère de l'Intérieur, ont mis en place un programme dénommé ACTES. Ce dernier vise à dématérialiser les actes soumis au contrôle de légalité. Dans le même esprit que pour les autres plateformes, l'ALPI a procédé à un appel d'offre afin d'être homologuée comme Tiers de télétransmission (homologation de Landespublic par le Ministère de l'Intérieur validée en Novembre 2007), mais aussi pour être Autorité Déléguée d'Enregistrement pour les certificats électroniques.

A ce jour, une soixantaine de collectivités utilisent cette plateforme. Près de la moitié des collectivités sont des communes dont le nombre d'habitants est inférieur à 2 000 habitants.

Voici les statistiques depuis la mise en place de la plateforme :

- Nombre d'enveloppes transmises au Ministère de l'Intérieur : 5041
- Volume des enveloppes postées : 2190024853 octets (2 Go)
- Nombre de collectivités concernées : 53

Cette plateforme bénéficiera elle aussi par la suite d'un connecteur avec celle de l'archivage électronique.

3-Dématérialisation du flux comptable (HELIOS) :

Ce nouveau protocole enrichi permet de dématérialiser les données comptables de prise en charge (titres, mandats ainsi que les bordereaux avec la mise en œuvre de la signature électronique) et leurs pièces justificatives. Il vise à remplacer, à terme, les protocoles actuels de transmission des données, variés et non uniformisés sur le territoire national, et nécessairement doublés d'une transmission papier lors de l'envoi à la trésorerie.

Actuellement les progiciels distribués par l'ALPI sont en cours d'homologation auprès du pôle national de dématérialisation. Suite à ces autorisations légales, l'ALPI engagera à son tour une homologation de sa plateforme de télétransmission pour permettre aux collectivités d'envoyer depuis leurs applications métiers les flux comptables aux trésors publics.

L'ALPI accompagnera ses adhérents vers ce nouveau mode de transmission et sensibilisera notamment les élus sur la notion de signature électronique, obligatoire pour les télétransmissions HELIOS.

Cette plateforme bénéficiera par la suite d'un connecteur avec celle de l'archivage électronique.

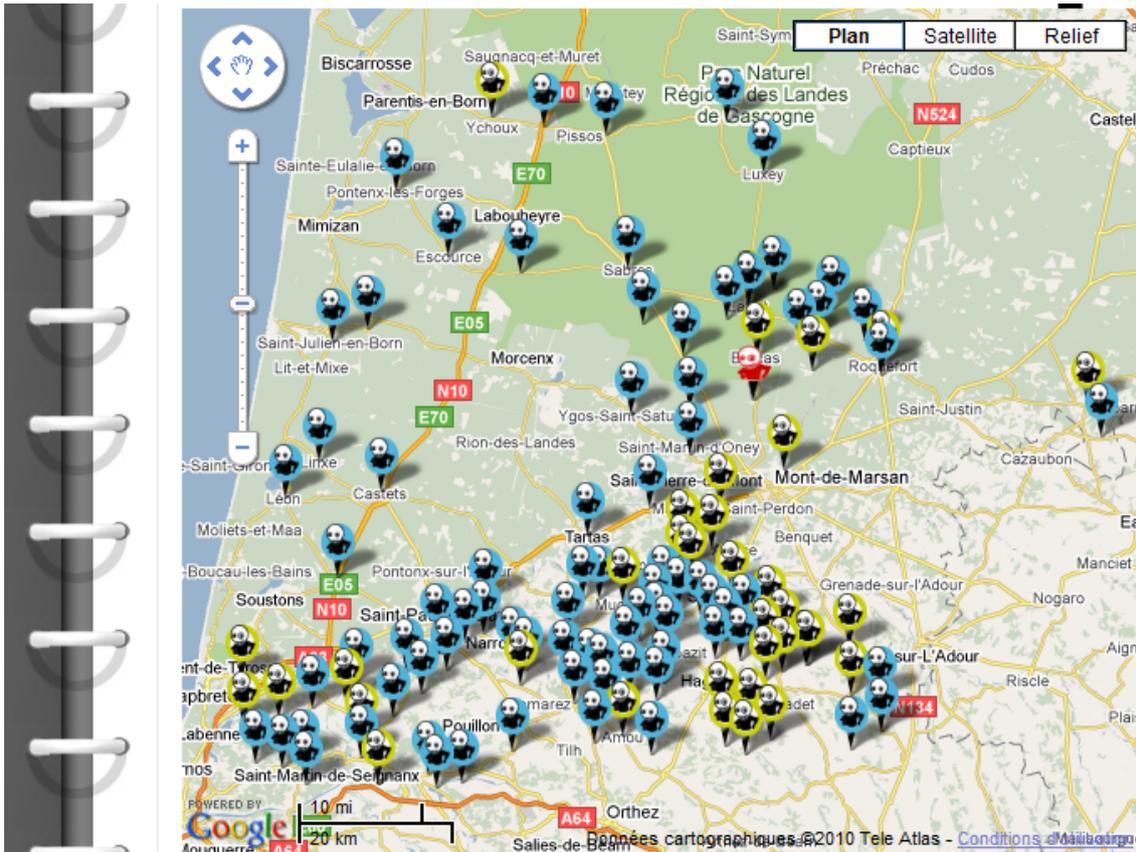
4-Portail Environnement Numérique du Travail :

L'ALPI met à disposition un portail d'Environnement Numérique de Travail (ENT) à destination des écoles landaises du 1^{er} degré. Ce projet est le fruit d'un partenariat entre l'ALPI et l'Inspection d'Académie des Landes. La solution retenue pour la mise en œuvre de l'ENT est « ICONITO Ecole Numérique » édité par la société CAP-TIC en logiciel libre. Cette initiative s'inscrit dans les programmes ENT de l'Éducation Nationale.

École Numérique offre un socle solide de divers services spécialisés. Du minimail qui offre une messagerie sécurisée au sein de l'école, à la gestion de documents personnels en passant par l'annuaire global, les albums photos, l'agenda ou encore le cahier de texte ou de liaison, tous les outils nécessaires à l'expression des travaux pédagogiques individuels sont présents. Ces services ne sont pas seulement mis à disposition des élèves ou du corps enseignant mais aussi des parents. En effet, ICONITO est une solution totalement « Web » et peut être consulté depuis n'importe quel poste connecté à Internet. Ainsi les directeurs ou enseignants peuvent communiquer directement avec les parents ou mettre à disposition diverses informations.

Outil pédagogique avant tout, ICONITO est aussi un outil de communication grâce à ses blogs qui permettent à tout à chacun de découvrir l'école ou les activités entreprises. L'ALPI assure la partie technique du projet en procédant à l'installation, le paramétrage et personnalisation de l'ENT. Quant à l'Inspection d'Académie, elle s'occupe de la formation et de l'assistance aux enseignants sur les usages de la solution.

A l'heure actuelle, après un premier déploiement dans les écoles de la ville de Dax, 118 écoles landaises sont dans le dispositif ENT ICONITO.



Ce projet est la première initiative de déploiement dans le premier degré à l'échelle d'un département.

Cette initiative originale et innovante a retenu l'attention du jury du label T.I. aux Interconnectés 2009 et a ainsi obtenu en récompense le label "Territoire Innovant".

L'ALPI et son partenaire CAP-TIC travaillent à faire évoluer la solution afin d'apporter plus de fonctionnalités.

3. Dossiers transversaux suivis par l'ALPI :

- Le Pôle Aquitaine Pour la Société de l'Information (PASI) :

L'ALPI continue de participer activement au Pôle Aquitain pour la Société de l'Information (PASI). En effet, nous participons assidûment aux plénières ainsi qu'aux groupes de travail dont notamment celui sur le maintien des personnes dépendantes à domicile. D'autres groupes de travail verront le jour. Nous pouvons citer celui sur les lieux d'accès public à internet.

Dans le cadre de sa participation active au sein du PASI, une convention a même été signée avec l'AEC (Aquitaine Europe Communication) sur l'appui à la mission d'animation opérationnelle du PASI. Celle-ci avait pour objectif d'apporter notre contribution aux tâches d'animation pouvant aller de l'identification de thématiques de travail, de contribuer à l'émergence de projets, d'insuffler une dynamique au sein des groupes de travail...

Pour rappel, deux projets avaient été déposés dans le cadre du FEDER axe 2 TIC.

Le dossier Visiolandes arrivera à terme en septembre 2010. Le déploiement est bien avancé et le lancement a eu lieu lors d'une visioconférence de presse au mois d'avril 2009. Concernant l'utilisation, les usages se développent progressivement. L'ALPI reste pour le moment l'utilisateur principal. Des réflexions sont menées chez différents partenaires afin de voir comment intégrer l'utilisation de ce nouvel outil dans leur organisation.

Concernant le dossier pour la mise en place d'une plateforme d'archivage électronique des documents publics, le travail est bien avancé. En effet, un dialogue compétitif a eu lieu pour le choix du prestataire logiciel.

Le travail sur les outils de communication se déroule actuellement. Le marché pour l'achat du matériel sera, quant à lui, lancé en 2010.

Actuellement un nouveau dossier est en cours de préparation concernant le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie. Ce projet serait expérimenté dans une dizaine de domiciles sur différentes zones du territoire landais et consisterait en l'équipement d'un outil permettant de faire le lien entre les différents intervenants (médecins, aides à domicile, infirmiers, etc.) au domicile de la personne en perte d'autonomie. Il permettrait également de maintenir le lien social (famille, numéro vert, etc.).

- Les Ateliers Multiservices Informatiques :

L'ALPI est cosignataire des conventions pour la mise en place des AMI. Elle est présente à chaque étape de la réalisation d'un AMI :

- présentation aux élus de la démarche des AMI
- aide technique à la réalisation du dossier
- aide au recrutement des animateurs nouvelles technologies
- installation du matériel dans les locaux
- formation de 3 semaines de l'animateur
- suivi de la gestion des AMI
- décentralisation de formations gratuites
- réunions de suivi avec l'ensemble des animateurs
- sessions de formation sur divers logiciels avec l'ensemble des animateurs



Outre le suivi technique assuré, il a été mis en place un suivi général pour l'animation du réseau des AMI.

Celui-ci s'est concrétisé par la rencontre de chacun(e) des animateurs / animatrices individuellement afin de connaître leurs attentes.

D'autre part, l'année 2009 a été une année anniversaire puisque cela fait dix ans que la convention tripartite pour le premier AMI des Landes a été signée. Un événement est prévu pour marquer ce moment important. Il sera l'occasion également de dresser un bilan de ces dix ans et de se tourner vers l'avenir et commencer à réfléchir aux nouvelles orientations à donner à ces lieux. Le déploiement de la visioconférence qui a été un point mobilisateur du réseau est un de ces éléments à prendre en compte pour l'avenir des AMI.

Pour l'organisation de cet événement, des réunions de préparation ainsi que de nombreux échanges électroniques ont eu lieu. La manifestation sera organisée début 2010.

Les AMI de Peyrehorade et Mugron verront le jour en 2010. Ils seront eux aussi dotés de la visioconférence à ce moment là.

4. Participations diverses :

- ✓ Plusieurs rencontres de structures départementales gérant l'informatique des communes ont eu lieu cette année. Une association est née de ces échanges qui se nomme DECLIC, réunissant les départements du Gers, de Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne, de la Nièvre, de l'Aveyron, de la Vienne, de la Charente Maritime, du Tarn-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, des Alpes Maritimes, de l'Ardèche, de la Charente, de la Drôme et des Landes.
- ✓ L'ALPI a renouvelé son adhésion à l'Association des Développeurs et Utilisateurs de Logiciels Libres pour l'Administration et les Collectivités Territoriales (ADULLACT), association qui regroupe de nombreuses collectivités permettant de mettre à disposition de ces dernières des logiciels libres, sans droits d'utilisation.
- ✓ Le 10 Janvier l'ALPI a présenté à nouveau le portail Landespublic lors de l'Assemblée Générale des Maires des Landes.
- ✓ Le 23 Mars, l'ALPI a participé à la journée numérique organisée par la CCI des Landes, sur le thème des marchés publics.
- ✓ L'ALPI a participé au comité de pilotage d'études menées par le Conseil Général des Landes, notamment sur les outils logiciels pour la culture, mais aussi pour un éventuel passage des outils bureautiques en logiciels libres.
- ✓ L'ALPI a participé les 25 et 26 Juin au congrès de l'ADULLACT à Montpellier, permettant ainsi d'intégrer de nombreux groupes de travail nationaux, notamment sur l'archivage, les marchés publics ou la gestion du courrier.
- ✓ L'ALPI a participé à l'université d'été LUDOVIA à Ax les Thermes les 26 et 27 Août, sur le thème des ENT dans les écoles primaires.
- ✓ L'ALPI a participé au salon EDUCATICE à Paris pour présenter le projet d'ENT landais le 18 Novembre.
- ✓ Le 20 Novembre l'ALPI a participé à la présentation annuelle du diagnostic régional de l'AEC.
- ✓ L'ALPI est intervenue le 2 Décembre en visioconférence à Nantes lors des rencontres INOP.
- ✓ L'ALPI est intervenue et a reçu un prix lors des rencontres des INTERCONNECTES à Lyon le 7 Décembre.
- ✓ L'ALPI participe activement depuis plusieurs années au groupe TIC de l'Association des Maires de France à raison d'une réunion tous les 3 mois, ainsi que des réunions de sous-groupes thématiques sur l'administration électronique.

Le Président de l'ALPI, Henri EMMANUELLI

Fait à Mont-de-Marsan, le jeudi 27 mai 2010